Agadir : Les spéculateurs surfent sur les bidonvilles

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 19-09-2008 15:25:09

Les habitants des bidonvilles d'Anza ne savent plus où donner de la tête. Ils sont tenus de démolir leurs baraques pour aller s'installer ailleurs.

Agadir devra être déclarée ville sans bidonvilles d'ici fin décembre 2008. Au 31 août dernier, les opérations de relogement et de démolition qui bénéficient aux habitants de l'ensemble des bidonvilles que compte cette ville, ont permis de raser quelque 10.500 baraques. Et d'ici la fin de l'année, elles devront venir à bout des 3500 baraques restantes, annonce au Reporter Jamal Anwar, Pacha d'Agadir. « Les opérations de recasement qui s'inscrivent dans le cadre du programme national Villes sans bidonvilles vont bon train. Certes, il y a quelques réticences par ci, par là. Mais, en général, il n'y a pas de grands problèmes. D'ici fin 2008, insiste le Pacha, la ville d'Agadir ne comptera plus aucune baraque. Et d'ajouter : « 15% des habitants qui sont réticents ont déjà déménagé, mais restent quand même dans le bidonville. L'autorité locale est obligée à ce moment de recourir à la force pour faire évacuer ces personnes ».

Au moment où les autorités locales de la ville d'Agadir se félicitent du bon déroulement de l'opération de lutte contre les logements insalubres, la situation sur le terrain n'est guère réjouissante. De ce fait, le défi de faire aboutir l'opération de résorption des bidonvilles d'Anza, un des plus anciens noyaux au nord de la ville, risque d'être difficile à relever. Car, à eux seuls, ces bidonvilles totalisent plus de 2800 baraques à démolir en quatre mois. Déjà, les milliers d'habitants de ces bidonvilles, vivant depuis maintenant près de 40 ans dans des conditions très précaires, dénoncent les persécutions dont ils sont victimes et qui visent à les faire évacuer.

« Nous sommes tenus de démolir nos baraques et d'aller nous installer nulle part, en attendant d'aménager, nous-même, un lot qui se trouve dans une zone difficile d'accès et non encore aménagée. Mais tout cela nécessite des moyens financiers que nous n'avons pas », contestent les habitants. Ces derniers ne savent plus à quel saint se vouer. Depuis plusieurs semaines, les associations représentant les populations des quartiers des douars d'Anza cherchent en vain à s'expliquer avec les responsables de ce programme national. Mais ces derniers ne donnaient aucune suite à leurs doléances et se contentent, nous a-t-on confié, à «des intimidations quotidiennes pour obliger les habitants à démolir leur baraques et quitter les lieux ».

L'une des principales raisons de la réticence des populations est que le lotissement d'accueil « Adrar » n'est pas aménagé en infrastructures sociales. De même, soutient-on, les opérations de relogement n'ont pas toutes profité à l'ensemble des habitants. Et ce, en raison du comportement de certains agents d'autorités lors du dernier recensement. Aussi, les habitants ont-ils appelé dans une lettre adressée aux responsables, à un nouveau recensement des ménages qui tienne compte de l'évolution démographique et de la situation sociale très précaire des populations concernées.
« Depuis des décennies, nous avons vécu dans des conditions inhumaines et dans une situation sociale très difficile. Nous méritons d'accéder à un logement décent », martèle l'association représentant les populations des bidonvilles d'Anza.

Lors d'une réunion avec le maire d'Agadir, Tarek Kabbaj, les habitants des douars d'Anza avaient proposé que l'Etat leur offre des appartements de deux pièces - cuisine, pour un montant de 60 à 80 mille dirhams, au lieu de 20 mille dirhams pour un lot qu'ils ne pourraient pas aménager en raison de leur situation très précaire. Ce que les autorités locales de la ville ont refusé.

« Le problème se pose aujourd'hui avec acuité. Certes, on pourrait ne plus voir de bidonvilles dans la ville d'Agadir. Mais à quel prix ? Souffrant d'une précarité extrême, les populations des bidonvilles d'Anza ayant bénéficié d'un lot, n'arrivent pas à construire leur logement. Elles vont donc devoir vendre leur lots à des spéculateurs pour aller reconstruire d'autres bidonvilles à l'extérieur de la ville », a souligné au Reporter Tarek Kabbaj. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, cette opération fait le bonheur de tout un réseau de spéculateurs qui essayent de convaincre les habitants de leur céder leur lot. Résultat, les bidonvillois vont s'installer dans la périphérie en créant d'autres bidonvilles, a-t-il conclu.

Pour rappel, la convention de ville sans bidonvilles qui consiste en la résorption de l'habitat insalubre au niveau de la ville d'Agadir a été signée en 2004. Elle portait sur la démolition de quelque 10763 baraques et devait bénéficier à près de 12.900 ménages (avec une augmentation de 2 à 3 % par an, depuis le recensement de 1998).

Bidonvilles d'Anza
Des persécutions quotidiennes

Prendre en compte l'aspect humain et social des populations ciblées ou les faire évacuer dans les plus brefs délais pour déclarer Agadir, d'ici la fin de l'année, ville sans bidonvilles. Les autorités locales ont, semble-t-il, opté pour la deuxième solution. Plus, elles sont décidées à recourir à la force pour obliger les bidonvillois réticents à décamper. Il y a deux semaines, il a été procédé à la démolition de certaines baraques, notamment dans le douar des Zraib. Les quartiers des bidonvilles d'Anza, un des plus anciens noyaux à Agadir, seraient aussi dans le collimateur. Depuis quelques semaines, chaque jour, « des agents d'autorité nous persécutent pour nous obliger à quitter les lieux, sinon nos baraques seront détruites », se plaignent certains habitants.

Une chose est sûre, L'opération de relogement des bidonvilles d'Anza n'a pas été favorablement accueillie par les populations. C'est le cas d'ailleurs des autres opérations de relogement initiées dans le cadre du programme national «Ville sans bidonvilles», affirme l'Association des représentants des bidonvilles d'Anza. Les bidonvillois dénoncent fortement la manière dont cette opération est gérée. Et pour cause, « Certains agents d'autorité auraient faussé le recensement des habitants et seraient ainsi impliqués dans des affaires d'attribution de lots à des personnes de l'extérieur des bidonvilles», a-t-on confié.

Des difficultés qui persistent

La ville d'Agadir devait être déclarée ville sans bidonvilles, en 2007. Mais, à ce jour, rien que dans les quartiers des bidonvilles d'Anza, quelque 20.000 personnes y vivent encore. L'évaluation concernant les opérations de résorption de bidonvilles à Agadir, soutient-on, révèle l'existence de certaines difficultés, dont l'absence d'une vision claire pour cette ville. Ce qui explique d'ailleurs le grand retard que ce programme national a pris au niveau d'Agadir. Plusieurs raisons sont à l'origine de ce retard. D'abord, les infrastructures sociales n'ont pas été préparées dans les délais, affirme le maire d'Agadir, Tarek Kabbaj. Ce qui fait que les gens se retrouvent sur un lotissement nouveau et sans aucun équipement social de base, poursuit-il. Par ailleurs, les populations ciblées vivent dans des situations très précaires, et ont du mal à construire leur logement dans les délais normaux, nous

a dit Kabbaj. Et ce dernier d'ajouter « les habitants sont tenus de démolir leurs baraques pour posséder un lot, de trouver un logement intermédiaire et de construire leur maison. Mais le problème, c'est que ceux-là n'ont pas les moyens financiers pour toutes les dépenses que cela engendre. D'autant plus que l'accompagnement social ne prend pas encore dans toutes ces opérations de relogement». Pourtant, l'accompagnement social des populations des bidonvilles est un élément important pour la réussite du programme national VSB.

Des projets rentables pour les spéculateurs

Selon les chiffres officiels, la ville d'Agadir compte près de 10.760 baraques abritant quelque 12.287 ménages répartis sur 65 quartiers de bidonvilles. Déjà, les statistiques de 1992 révélaient que le nombre des ménages bidonvillois s'élevait à 12.698. Depuis cette date, la ville a connu la programmation et la réalisation de plusieurs projets de résorption de l'habitat insalubre. Selon les officiels, plus de 6000 ménages ciblés ont, d'ores et déjà, bénéficié de ces opérations de relogement. Des milliards de centimes ont ainsi été alloués aux projets de relogement et de recasement. Ce qui laisserait croire que ce programme a réussi à débarrasser la ville de ces logements insalubres. Mais, il n'en est rien. Le recensement de 2004 va affirmer qu'Agadir abrite encore plus de 12.000 ménages. Explications : « ces projets de relogement sont devenus rentables, du moins pour les spéculateurs dont certains possèdent plus de 25 lots », révèlent des sources concordantes au Reporter.

Le Reporter